

DIAL 3255

CHILI - Le mouvement étudiant reste mobilisé

Rocío Alorda

mercredi 9 octobre 2013, mis en ligne par [Dial](#)

La lutte des étudiants de l'enseignement secondaire et universitaire [1] continue, même si elle fait moins les gros titres de la presse qu'en 2011. Cet article de Rocío Alorda, publié par [Noticias Aliadas](#) (31 juillet 2013) décrit l'état des mobilisations en cette année électorale.

Les étudiants sont à nouveau descendus dans la rue et ont occupé des établissements pour réclamer des améliorations des systèmes scolaire et universitaire.

Par des occupations d'établissements et des mobilisations massives, les étudiants chiliens continuent à faire pression pour obtenir la satisfaction de leurs revendications, et notamment la fin du profit dans l'éducation, la fin de la gestion municipale des écoles, la démocratisation des établissements et la transformation du système de financement actuellement en vigueur dans le système scolaire.

Comme cela se produit depuis 2011, des élèves du secondaire ont arrêté leurs activités à partir de mai et occupé des lycées emblématiques en revendiquant une éducation de qualité et la fin du profit dans l'éducation.

Bien qu'ils aient été expulsés par les forces de police, parce que certains de ces établissements servaient de bureaux de vote pour les primaires présidentielles qui ont eu lieu le 30 juin, un grand nombre de ces locaux ont été repris par les étudiants sur décision de leurs assemblées. Récemment, avec la rentrée des vacances scolaires d'hiver, à la mi-juillet, certains collèges ont repris les cours mais restent en état de mobilisation.

Moisés Paredes, porte-parole de la Coordination nationale des étudiants du secondaire (CONES) a indiqué lors de déclarations rapportées par la presse que les grèves et les occupations se produisent dans le cadre du processus de mobilisation permanente qu'ils ont établi afin de maintenir la pression pour obtenir la satisfaction de leurs revendications.

Paredes a indiqué : « Nous déclarons que nous ne sommes pas opposés aux processus démocratiques, que les occupations ne se mettent pas en place parce que nous voulons boycotter une élection ou parce que ça nous amuse d'occuper. Il faut comprendre que des revendications existent et qu'il y a chez les étudiants du secondaire le sentiment de n'avoir pas été entendus, qu'il n'y a pas eu de proposition de solution pour des revendications historiques comme la démunicipalisation, alors même que nous voyons bien que les municipalités ont prouvé qu'elles n'ont pas la capacité administrative nécessaire à la prise en charge des établissements scolaires ».

Le but de la démunicipalisation des établissements est que les lycées publics ne dépendent pas des municipalités mais que ce soit l'État qui garantisse une éducation publique et de qualité.

La deuxième revendication mise en avant par la CONES consiste à renforcer la démocratie interne en intensifiant la participation des communautés éducatives dans la prise de décisions. Un troisième point

indiqué par Paredes concerne l'amélioration de l'éducation technique professionnelle qui connaît une importante crise par manque d'infrastructures, de stages pratiques et débouchés professionnels. En somme, les élèves du secondaire cherchent à obtenir un changement dans le système de financement de l'éducation publique : les subventions par nombre d'élèves présents qui existent actuellement n'ont pas de bons résultats et provoquent un abandon relatif dans les collèges régionaux par défaut de gestion et du fait des ressources limitées obtenues par ce système.

« Ces quatre revendications fondamentales font partie d'une revendication globale qui est de créer un nouveau modèle institutionnel pour l'éducation publique, dans lequel ces quatre points soient inclus et qu'ainsi progresse le projet éducatif, de façon à parvenir à un accord et que les étudiants ne soient plus obligés de se mobiliser par des occupations et des grèves pour que l'État se souvienne qu'il existe une éducation publique et qu'elle est malheureusement complètement oubliée » explique le représentant de la CONES.

Rassemblement des acteurs sociaux

En cette année électorale - le 17 novembre on procédera à l'élection du Président, des 120 députés et de 18 des 38 sénateurs - le mouvement étudiant maintient la dynamique de revendication en association avec l'ensemble des acteurs sociaux qui ont intégré leurs réclamations à leur plateforme nationale.

Le 11 juillet dernier, journée de grève nationale, à l'appel de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT), la présence des étudiants universitaires et du secondaire a été remarquée dans le cadre d'une grande mobilisation nationale qui, dans la seule ville de Santiago, a réuni plus de 200 000 personnes. Cette convergence des acteurs sociaux a montré la force accumulée par le mouvement social chilien au cours de ces deux dernières années, depuis le début des mobilisations massives dans le pays.

Barbara Figueroa, présidente de la CUT, a indiqué dans une conférence de presse que « ce fut une grève historique, de tous les acteurs sociaux unis. Selon notre bilan nous avons connu une mobilisation qui, dans la métropole et sa région, a frisé les 200 000 travailleurs, jeunes et mouvements sociaux mobilisés. Pour Figueroa nous avons vécu « une journée historique avec pour centre des revendications, et aujourd'hui nous pouvons résolument affirmer que le demi-million d'individus mobilisés appelle des changements profonds dans notre pays, dans de larges domaines, avec une nouvelle constitution, la défense des ressources naturelles, une réforme fiscale, une réforme de l'éducation et bien sûr, la nécessité que se mette en place un autre type de relation avec les travailleurs et les travailleuses du Chili ».

Paredes a affirmé qu'avec cette mobilisation « nous avons démontré que la meilleure leçon d'éthique que nous puissions donner aux chefs d'entreprise, à ceux qui nous exploitent, exploitent nos parents et la plus grande partie des Chiliens, c'est la mobilisation sociale unie avec les travailleurs, construisant ce nouveau pays et ce nouveau système éducatif ».

De son côté, Diego Vela, président de la Fédération des étudiants de l'Université catholique du Chili (FEUC) et porte-parole pour la région métropolitaine de la Confédération des étudiants chiliens (CONFECH), a indiqué que « nous voulons récupérer ce qui nous appartient, les droits qu'une dictature nous a enlevés, ce qui fait que 70% de la population ne peut se syndicaliser, avoir des salaires justes ; alors que nous sommes des milliers, 30% de la population détient le pouvoir de mettre un frein à la démocratie ».

La coordination entre les organisations et la transversalité des revendications les plus importantes comme lors de la grève du 11 juillet démontrent comment, pendant cette période de mobilisations sociales, les liens entre les différents secteurs qui revendiquent des changements structurels dans le pays se sont resserrés.

Leaders de 2011 aux urnes

Le contexte électoral avec la perspective des élections de novembre n'est pas indifférent aux leaders emblématiques des mobilisations de 2011. C'est ainsi que sont candidats à la députation des personnalités comme Camila Vallejos, militante des Jeunesses communistes et qui a été présidente de la Fédération des étudiants de l'Université du Chili (FECH), et Giorgio Jackson, ex-président de la FEUC. Vallejos est candidate au titre de la coalition « La Nouvelle Majorité » qui présente comme candidate à la présidentielle l'ex-présidente Michelle Bachelet (2006-2010) alors que Jackson est candidat à la députation en tant que représentant de « Révolution démocratique », un mouvement né dans le contexte des mobilisations de 2011. Un autre ancien leader universitaire qui est en lice pour la Chambre des Députés chilienne est Francisco Figueroa, ancien vice-président de la FECH, lequel explique à Noticias Aliadas que ce moment électoral est une opportunité pour refonder la politique et ainsi mettre fin aux vieilles pratiques antidémocratiques au cœur de la politique nationale.

« Il y a là un germe, un potentiel de refondation qu'il faut faire grandir. Nous sommes dans un moment où nous nous rendons compte des difficultés auxquelles nous nous affrontons, mais nous savons que nous pouvons avancer. Ce qui est là maintenant, c'est la lutte pour une démocratie à échelle humaine et pour rompre avec l'autoritarisme du marché, pour une démocratie plus entière comme forme de changement radical. Il faut unir nos trajectoires pour progresser dans la construction d'un bloc politique unitaire » explique Figueroa, candidat du mouvement « Gauche autonome ».

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3255.**

- Traduction d'Annie Damidot pour Dial.

- Source (espagnol) : [Noticias Aliadas](#), 31 juillet 2013.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir DIAL 3162 - « [CHILI - La mobilisation étudiante et ses racines historiques : le mouvement lycéen en dictature](#) » et, sur AlterInfos, « [CHILI - 2012 : le mouvement étudiant à la croisée des chemins](#) ».